

NOTE DE SERVICE

N° 01-018-A1 du 5 février 2001

NOR : BUD R 01 00018 N

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2000 - LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2001

ANALYSE

Mise en place des nouvelles dispositions législatives

Date d'application : 25/01/2001

MOTS-CLÉS

RECouvreMENT ; IMPÔT ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
LOI DE FINANCES ; IMPÔT DIRECT ; IMPÔT SUR LE REVENU ; TAXE PROFESSIONNELLE ; DROIT DE BAIL

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	RGF	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 18

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4ème Sous-direction - Bureau 4A

La présente note de service a pour objet de porter à la connaissance des comptables les dispositions de la loi de finances rectificative pour 2000 (n° 2000-1353 du 30 décembre 2000) et de la loi de finances initiale pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000) :

- le relèvement du seuil d'assujettissement aux acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu ;
- la suppression de la pénalité de 3 % dans le cadre de la mensualisation ;
- le seuil de mise en recouvrement de l'impôt sur le revenu, de la contribution annuelle représentative du droit de bail et de sa contribution additionnelle recouvrées comme en matière d'impôt sur le revenu ;
- le dégrèvement d'office de taxe professionnelle de 50 % pour des entreprises de transport sanitaire terrestre.

1. RELÈVEMENT DU SEUIL D'ASSUJETTISSEMENT AUX ACOMPTES PROVISIONNELS D'IMPÔT SUR LE REVENU

L'article 1664-1 du code général des impôts prévoit que le montant de l'acompte est relevé chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

La loi de finances pour 2001 portant la première tranche du barème à 52 320 F, il résulte de cette augmentation (1,40 %) que le seuil d'assujettissement aux acomptes provisionnels est fixé à 1 910 F pour 2001.

Ainsi, les contribuables dont la cotisation d'impôt 2000 établie à raison des revenus de l'année 1999 est inférieure à cette somme, ne recevront pas d'avis d'acomptes provisionnels payables les 15 février et 15 mai 2001 au plus tard.

De même le contribuable, s'il estime que le montant de son impôt 2001, établi au titre de ses revenus 2000, sera inférieur à 1 910 F, pourra se dispenser du paiement de ses acomptes.

2. SUPPRESSION DE LA PÉNALITÉ DE 3 % DANS LE CADRE DE LA MENSUALISATION

L'article 34 de la loi de finances pour 2000 a supprimé la majoration de 3 % sur les mensualités de taxe d'habitation et de taxes foncières lorsque la défaillance du contribuable intervient avant la date limite de paiement des impositions concernées.

L'article 21 de la loi de finances rectificative pour 2000 a supprimé toute pénalité de 3 % quels que soient la nature de l'impôt et le mois durant lequel intervient la défaillance du contribuable.

Toutefois, en cas de deuxième défaillance dans l'année, le contribuable perd pour cette année le bénéfice de la mensualisation.

3. SEUIL DE MISE EN RECOUVREMENT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, DE LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET DE SA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE RECOUVRÉES COMME EN MATIÈRE D'IMPÔT SUR LE REVENU

L'article 1657-1bis du code général des impôts précisait qu'à compter de l'imposition des revenus de 2000, les cotisations initiales d'impôt sur le revenu, de CRDB et de CACRDB n'étaient pas mises en recouvrement lorsque leur montant global, avant imputation de tout crédit d'impôt, était inférieur à 200 F.

Le III de l'article 2 de la loi de finances pour 2001 a supprimé cette disposition.

En conséquence, le seuil actuel de 400 F de mise en recouvrement des cotisations initiales d'impôt sur le revenu, de CRDB et de CACRDB est maintenu.

4. DÉGRÈVEMENT D'OFFICE DE TAXE PROFESSIONNELLE DE 50 % POUR LES ENTREPRISES DE TRANSPORT SANITAIRE TERRESTRE

L'article 23 de la loi de finances pour 2001 prévoit un dégrèvement d'office de taxe professionnelle de 50 % pour les entreprises de transport sanitaire terrestre.

Constitue un transport sanitaire, tout transport d'une personne malade, blessée ou parturiente, pour des raisons de soins ou de diagnostic, sur prescription médicale ou en cas d'urgence médicale.

Les entreprises soumises au paiement d'un acompte peuvent, sous leur responsabilité, limiter le versement de l'acompte à hauteur de la moitié du dégrèvement attendu.

Dans ce cas, l'entreprise doit en informer le comptable chargé du recouvrement de l'acompte.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT